

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des transports et des communications du Bill S-34, Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique.

M. Sharp, au nom de M. Lang, appuyé par M. Buchanan, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déferé à un Comité plénier.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier, rapporté sans amendement, agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Allmand, appuyé par M. Cullen,—Que le Bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves), soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le débat se poursuit;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires émanant des députés suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 15 du Règlement)

(Avis de motions)

Les avis de motions numéros 2, 15, 19, 20, 4 et 9, ayant été appelés sont réservés à la demande du gouvernement.

M. Rodriguez, appuyé par M^{lle} Bégin, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité de créer un Office national de l'éducation en vue a) de recueillir et de diffuser dans tout le Canada les renseignements et les recherches sur l'éducation, b) d'organiser dans les provinces et les territoires, des échanges entre le personnel, les enseignants ou les étudiants, c) de concentrer les efforts déployés par le Canada en vue d'améliorer les possibilités éducatives à l'étranger, d) de créer un organisme qui permette de porter les problèmes éducatifs de la population canadienne à l'attention du Conseil des ministres provinciaux de l'éducation.—*(Avis de motion n° 47)*.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires émanant des députés est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe (4) de l'article 65 du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Yewchuk, Rynard, Halliday, M^{lle} MacDonald (Kingston et les Îles) et M. Herbert en remplacement de MM. Grafftey, Whiteway, Lavoie, McGrath et Gauthier

(Ottawa-Vanier) sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Fairweather, Gilbert, Côté, M^{lle} Nicholson et M. Macquarrie en remplacement de MM. Friesen, Leggatt, Poulin, Robison et Woolliams sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Gauthier (Ottawa-Vanier) en remplacement de M. Herbert sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Poulin, Robison et Woolliams en remplacement de M. Côté, M^{lle} Nicholson et M. Macquarrie sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Stevens, Lambert (Edmonton-Ouest), Clarke (Vancouver Quadra), Kempling et Balfour en remplacement de MM. Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Neil, Hargrave, Schellenberger et Korchinski sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur le Bureau de la Chambre, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 41 du Règlement, savoir:

Par M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3765), demandant: 1. En 1975 jusqu'à ce jour, combien de personnes ont subi le test de bilinguisme à la Fonction publique en vue de la prime de 7%?

2. Combien de personnes d'expression a) anglaise, b) française ont (i) réussi (ii) échoué?

3. Quels sont les critères d'évaluation?

4. Le test est-il valable? (Document parlementaire n° 301-2/3765i).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 mai 1976 (Question n° 4446), demandant: 1. Quels ministères, organismes et sociétés de la Couronne publient régulièrement des périodiques, journaux et communiqués qu'ils distribuent à leur personnel ou au grand public?

2. Combien d'exemplaires sont publiés par chaque ministère, organisme ou société d'État et de quelle façon sont-ils distribués?

3. Combien en coûte-t-il à chaque ministère, organisme ou société de la Couronne, pour imprimer et distribuer ces publications? (Document parlementaire n° 301-2/4446A).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 mai 1976 (Question n° 4955), demandant: 1. Pour les douze derniers mois, combien les ministères et organismes gouvernementaux ont-ils dépensé pour l'utilisation des services a) de courrier, b) de messagerie privés et, dans chaque cas, quel était le nom de la société?